

# En guise d'édito, retour sur la première conférence euro- péenne de la FT-QI



La première Conférence Européenne de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale (FT-QI) s'est tenue les 11, 12 et 13 avril en banlieue parisienne. Y ont participé des délégations de Clase contra Clase de l'Etat Espagnol, d'Internationaler Klassenkampf d'Allemagne, des membres de la FT-QI qui militent dans le Collettivo Comunista di Via Efeso de Rome et militants de l'ex Groupe CRI ainsi que des invités et sympathisants de la Tendance CLAIRE du NPA en France. Cette Conférence a constitué un pas en avant précieux malgré sa dimension modeste comme cela s'est reflété dans la qualité des échanges et dans le climat fraternel de la réunion. Avant de passer aux textes ayant servi de base à la Conférence et que nous publions, entre autres, dans ce numéro de Stratégie Internationale, nous essaierons de présenter les principaux axes de

discussion qui ont caractérisé ces trois jours de débats.

## **L'Europe face à la crise capitaliste mondiale**

La Conférence a abordé la façon dont la crise historique du capitalisme mondial frappe l'Union Européenne (UE) sous la forme d'une série de crises combinées. Les banques européennes les plus importantes d'une part ont constitué l'un des principaux réceptacles des actifs toxiques émis sur le marché immobilier et financier américain. Certains pays de l'UE d'autre part, qui avaient bénéficié des importants flux de financement externe pendant la période précédente ou du crédit facile grâce aux conditions initiales de l'adhésion à l'euro, sont en train de subir l'ajustement de la bulle immobilière et du crédit : c'est le cas par exemple de l'Angleterre, de l'Etat espagnol, de l'Irlande et

dans une moindre mesure de la France. Les banques anglaises et celles de l'Europe continentale enfin ont une forte participation dans les prêts aux économies dites «émergentes». Le taux d'exposition à ces marchés (mesuré en pourcentage du PIB) des banques européennes (21%) et britanniques (24%) est cinq fois plus élevé que celui des institutions japonaises (5%) ou américaines (4%). Cela pourrait par conséquent représenter un puissant effet boum sur ces banques et les économies qui les soutiennent. L'Europe de l'Est a été la principale destination des prêts bancaires. La phénoménale crise de la dette qui s'est ouverte dans cette région peut toucher fortement l'Europe occidentale. Ce danger est lié non seulement au risque du crédit mais également à la fuite de capitaux qui peut se produire dans certains pays. Le taux d'exposition de l'Autriche aux «économies émer-

gentes» par exemple est si élevé que l'on peut lui assigner le même risque souverain qu'à ses débiteurs. Par ailleurs, les difficultés accrues de financement des économies qui possèdent un déficit de leur compte courant semblable à celui des pays en voie d'adhésion l'euro et dont une part importante du PIB est lié à l'évolution des pays émergents comme dans le cas par exemple de l'Espagne (23%) constituent un autre élément important à analyser. Pour finir, mais ce n'est pas là l'aspect le moins important, pour un grand nombre de pays d'Europe à commencer par l'Allemagne les exportations avaient constitué le moteur de la croissance au cours de la période précédente. Ces pays se retrouvent donc particulièrement menacés par la chute brutale du commerce mondial et par son manque de financement. Cela touche également les pays de l'Est où ceux d'Europe occidentale avaient délocalisé une grande partie de leur production.

Ces facteurs expliquent pourquoi l'UE a été l'une des zones où la crise financière internationale a frappé le plus fort. Parallèlement le PIB a chuté non seulement dans les petits pays de l'Est ou en Islande mais également dans certaines des principales économies européennes.

Dans ce cadre la Conférence a examiné de façon critique les positions de ceux qui en se basant sur l'exemple de moments difficiles traversés par l'UE dans le passé considèrent que la réponse à la crise actuelle sera inévitablement un nouveau saut dans l'intégration bourgeoise et réactionnaire de l'Europe. La Conférence a au contraire souligné que même si l'on ne peut écarter l'hypothèse d'une issue pro-européenne plus fédérale, comme en témoignerait l'émission sur le marché des capitaux d'un bon commun pour la dette des différents pays, la crise actuelle met en exergue le fait que l'euro et l'UE elle-même ne sont pas invol-

nerables. Nous avons aussi souligné combien, face à la magnitude et à l'approfondissement de la crise, des scénarios plus catastrophiques pourraient devenir réalité, ce qui ne veut pas dire bien entendu que ce sera le cas. Nous avons ainsi envisagé non seulement l'hypothèse de la sortie de la zone euro d'un pays d'importance secondaire — tandis que les autres y resteraient — mais aussi l'hypothèse selon laquelle la plus grande conquête de l'intégration bourgeoise, l'euro, et donc l'UE elle-même, pourrait être remise en question. Cela serait le cas par exemple si des dévaluations compétitives des monnaies de pays situés en dehors de la zone euro, comme la Suisse (premier pays avec une déflation en Occident après le Japon qui vient de dévaluer sa monnaie) ou l'Angleterre, se combinaient avec de fortes pressions de la lutte de classes, conduisant à des solutions populistes dans les grands pays impérialistes de l'UE ou à un enchaînement de cessation de paiement de la dette souveraine à l'Est ou même à l'Ouest.

Dans ce cadre l'affirmation selon laquelle l'unification de l'Europe ne pourra être réalisée que par la classe ouvrière à travers la révolution prolétarienne conserve toute son actualité. En ce sens la plus grande interpénétration de capitaux, une tendance qui s'est renforcée de façon significative par rapport à l'époque de l'impérialisme du début du XXe siècle analysée par Lénine, ne peut être traitée abstraitement et de façon anhistorique sans prendre en compte les contradictions actuelles rappelées ci-dessus. En outre si l'on se réfère à la formation des États nationaux, comme par exemple celle de l'État français ou des États-Unis qui n'ont pu s'accomplir sans révolution ou également de lutte pour l'indépendance et d'une guerre civile dans le second cas, on mesure mieux qu'envisager une unification européenne bourgeoise de façon évolutive est non seulement réac-

tionnaire mais également utopique. Une cession de la souveraineté en faveur d'une entité supranationale européenne sans grands affrontements est impossible.

## **Les premières réponses à la crise et les nouvelles médiations qui apparaissent**

La Conférence a constaté que la crise est si violente que des pays pourtant peu connus pour leur tradition de lutte de classes comme l'Islande par exemple ont connu des explosions sociales aiguës. Parallèlement, compte tenu de la préparation relativement faible du prolétariat européen, le niveau des réponses aux attaques du capital pour lui faire payer la crise est surprenant. En effet celle-ci frappe un prolétariat marqué par un long recul de sa subjectivité et de son organisation après des années d'offensive néolibérale, un salariat privé de parti révolutionnaire et même, dans la plupart des cas, de partis d'extrême gauche de portée nationale. de ce point de vue, la France fait figure d'exception.

Nous nous sommes donc attachés à analyser les différents mouvements qui ont surgi: la rébellion largement spontanée, puissante, violente et prolongée de la jeunesse grecque et les journées de grève interprofessionnelle dans ce pays ; la lutte des étudiants contre le plan Bologne dans l'État Espagnol; les manifestations massives des travailleurs en Irlande; la lutte de classes de plus en plus forte qui se développe depuis l'année dernière en Italie; et enfin les deux journées d'action massives et les mouvements de lutte de la jeunesse universitaire et des travailleurs en France, des événements qui placent aujourd'hui ce pays, une des principales puissances impérialistes, à l'avant-garde des réponses ouvrières et populaires à la crise mondiale quand bien même celles-ci restent encore globale-



ment en deçà de ce que devrait être une réponse ouvrière par rapport à l'ampleur de la récession. Ces mouvements possèdent certaines caractéristiques communes: la jeunesse y occupe une place très importante, notamment la jeunesse scolarisée; de même, les jeunes travailleurs précarisés et mal payés y sont aussi de plus en plus nombreux; le retour de la classe ouvrière industrielle dans les luttes n'est pas encore un phénomène généralisé mais il existe une claire tendance initiale en ce sens; des méthodes de lutte disparues depuis longtemps réapparaissent, même si pour le moment il ne s'agit pas de tendances généralisées ni massivement reprises: séquestrations de patrons en France, grèves avec piquet et occupation (France, Ukraine, Etat espagnol, Royaume-Uni, Irlande, Allemagne). Tout cela indique un début de radicalisation ouvrière qui constitue une réponse à la violence de la crise. S'allier à cette nouvelle avant-garde ouvrière, à ses luttes et à sa rage et la gagner aux idées du marxisme révolutionnaire représente un défi majeur pour tous

ceux et celles qui se revendiquent du trotskysme.

Dans ce cadre la Conférence a analysé les nouvelles tendances couramment appelées «anarcho-autonomes» qui se renforcent, aussi bien dans l'Etat Espagnol, en particulier à Barcelone, qu'en France et dans d'autres pays d'Europe. Ce phénomène naît, d'une part, comme une expression plus générale face aux tendances des vieux partis du réformisme social-démocrate (et dans certains cas stalinien) à se transformer en des partis bourgeois normaux. D'autre part cette tendance témoigne de la progression de la subjectivité, sous-tendu par la nouvelle situation que nous traversons, de certains secteurs, notamment de la jeunesse scolarisée et précarisée. Le phénomène «anarcho-autonome» constitue cependant en même temps et de manière contradictoire un obstacle à la construction d'organisations marxistes révolutionnaires. L'émergence d'une jeunesse radicalisée, anarchisante, sans pour autant s'appuyer sur l'idéologie traditionnelle de

l'anarchisme, et sur laquelle ne pèse pas le poids des défaites du passé est aussi favorisé par le virage opportuniste, vers le pacifisme et l'électorisme, des courants qui se revendiquent du trotskysme ou de l'extrême gauche, notamment dans les pays où ces organisations ont un poids dans l'avant-garde.

Les jeunes de Tarnac sont un exemple de cette tendance. Il s'agit d'un «groupe» devenu célèbre en France à la suite des arrestations de novembre 2008 sous l'accusation de sabotage des lignes de la SNCF. Les jeunes de Tarnac ont été arrêtés et accusés sans la moindre preuve si ce n'est l'écriture d'un pamphlet qui leur est attribué, L'insurrection qui vient. Ce scandale juridique a provoqué l'indignation des habitants du village où ils habitaient qui ont organisé des comités de soutien ainsi que celle de dizaines d'intellectuels de renom. Cela a conduit à la libération sous contrôle judiciaire des jeunes arrêtés, à l'exception du plus connu de tous, Julien Coupat, qui reste actuellement en prison. Ce groupe qui revendique le mot

d'ordre du «¡Que se vayan todos ! / Qu'ils s'en aillent tous !» scandé par les manifestants au cours de la crise argentine de décembre 2001, la révolte des banlieues et la méthode du sabotage, se réfère à une idéologie où le blanquisme se mêle au proudhonisme, ces deux utopies émancipatrices du XIXe siècle, alternatives au marxisme. Prenant compte de la société carcérale dans laquelle nous vivons, il faudrait, selon L'insurrection qui vient, lutter pour détruire ce qui nous détruit; lutter individuellement et collectivement là où l'on

se trouve, pour un monde débarrassé de l'exploitation et de la domination. Ce ne sont ni le code pénal ni la morale de cette société qui devraient dicter notre conduite mais bien la rage et l'éthique de chacun. L'insurrection qui vient considère ainsi que ce qui nous unifie c'est la rage ou la haine et non l'appartenance à une classe, à une race ou à un quartier. Pour paraphraser Toni Negri, le sujet de la transformation sociale serait ainsi une «multitude» d'enragés. Ces tendances qui émergent en Europe et dont nous venons

d'analyser une des expressions en France exigent des marxistes révolutionnaires une lutte idéologique, stratégique mais également organisationnelle. S'il faut mener cependant cette polémique avec intransigeance il faut également le faire sans sectarisme. Nous devons nous attacher à montrer la force et le potentiel de la classe ouvrière et nous atteler avec audace, dans la mesure de nos possibilités, à organiser une puissante organisation de jeunesse regroupant étudiants, jeunes travailleurs précaires et jeunes de banlieue, autant de secteurs parmi lesquels Olivier Besancenot jouit d'une grande sympathie mais à l'égard desquels le NPA n'a pas de politique afin de les organiser de façon révolutionnaire.

### **La reconstruction de la IVe Internationale: un mot d'ordre central**

Nous avons également débattu au cours de la Conférence de la nécessité de résister à la pression et à l'abandon du trotskysme au sein de plusieurs organisations d'extrême gauche, notamment au sein du NPA. Le NPA vient d'abandonner dans son congrès fondateur toute référence au trotskysme et de remplacer la stratégie de lutte pour la dictature du prolétariat par la formule ambiguë d'un «gouvernement de rupture», soutenant que la question de la IV Internationale relève du passé car elle serait réductible au combat contre le stalinisme.

Tout au contraire la gravité de la crise et les conditions de putréfaction du capitalisme, (tout comme les concessions arrachées par exemple en Guadeloupe et en Martinique après une grève générale prolongée mais qui sont toujours insignifiantes rapportées à la misère des masses et à la profondeur de la crise sociale) font que «la plus immédiate de toutes les revendications doit être l'expropriation des capitalistes et



l'étatisation et socialisation des moyens de production» comme le soulignait déjà Léon Trotsky dans *Où va la France ?*. C'est en ce sens qu'il nous faut plus nettement mettre en avant dans l'agitation la nécessité de forger des partis révolutionnaires et la reconstruction de la IV Internationale. Ne pas le faire reviendrait à prendre le risque de céder au trade-unionisme et / ou à la participation aux luttes en tant que simples militants combattifs, c'est-à-dire sans aider le meilleur de l'avant-garde à s'élever à la conscience de son rôle en tant qu'avant-garde de la classe hégémonique.

La nécessité de mettre sur pied une orientation plus offensive pour la reconstruction de la IV Internationale répond également à la nécessité de livrer une bataille politique ferme face au projet de regrouper, au moins sur le continent européen, les différents partis anticapitalistes dits «larges». Il s'agit-là d'un projet de regroupement international à l'image du NPA en France, basé sur un programme ambigu et sans délimitation de classe.

La Conférence a ainsi partagé les premières réflexions que notre courant international a commencé à poser au sujet de la nécessité d'une nouvelle méthode de regroupement des révolutionnaires dans la prochaine période, à l'image de ce dont parle Emilio Albamonte dans un des articles que nous reproduisons dans ce numéro de *Stratégie Internationale*. Au cours de la période précédente, vu le niveau relativement bas de la lutte de classes et de la subjectivité révolutionnaire, notre méthode consistait à discuter avec d'autres courants sur la base des leçons révolutionnaires que nous pouvions tirer des principaux événements de la lutte de classes. Aujourd'hui il nous semble nécessaire, sans pour autant négliger la discussion sur les fondements idéologiques et sur les bilans de l'intervention dans la lutte de classes, de placer au premier plan les questions

stratégiques et programmatiques qui seront mises à l'épreuve dans l'action. Approfondir ce débat sera l'un des axes de la prochaine Conférence internationale de la FT-QL.